

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Bonin, Bernard : *L'entreprise multinationale et l'État*, Montréal, Ed. Études vivantes, 1984.

par Jorge Niosi

Études internationales, vol. 16, n° 2, 1985, p. 415-416.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701844ar>

DOI: 10.7202/701844ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

2. COMPTES RENDUS

ENTREPRISES MULTINATIONALES

BONIN, Bernard: *L'entreprise multinationale et l'État*, Montréal, Ed. Études vivantes, 1984.

La littérature portant sur les entreprises multinationales est devenue très nombreuse au cours des quinze dernières années. Celle portant sur les rapports entre les multinationales et l'État l'est, malheureusement beaucoup moins. En outre, cette dernière aborde des questions plus sensibles, des questions politiques, et elle est nettement moins convaincante que l'analyse purement économique. Enfin, la grande majorité des ouvrages portant sur les sociétés multinationales sont en langue anglaise, car les États-Unis et l'Angleterre sont, depuis la Première Guerre mondiale, les principaux investisseurs internationaux. Toutes ces considérations font que le plus récent ouvrage du professeur Bernard Bonin, de l'École nationale d'administration publique, soit le bienvenu, tant pour le spécialiste que pour toute personne de formation universitaire voulant en savoir plus sur le sujet.

Le livre de M. Bonin est une vaste fresque, la synthèse de centaines d'ouvrages sur le sujet. Il est divisé en quatre parties. La première porte sur les définitions et les traits *distinctifs* de l'entreprise multinationale ainsi que sur l'évolution de l'investissement direct international du début du siècle jusqu'en 1976 pour les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, la France et le Japon, et sur la structure actuelle des investissements internationaux. La deuxième partie porte sur la nature et l'organisation des FMN et sur les déterminants de l'investissement direct à l'étranger. La troisième partie va directement au cœur du sujet: les relations entre les gouvernements et l'entreprise multinationale. Enfin, la dernière partie traite sur les réactions nationales et internationales face à la multinationalisation des firmes.

Parmi les qualités du livre signalons la vaste érudition dont l'auteur fait preuve, ce qui en fait un ouvrage de référence tout à fait précieux. Il faut également mentionner le style très clair et l'excellente organisation générale du livre qui commence par les définitions et les explications de la FMN avant d'aller au cœur du sujet. Enfin, signalons aussi que l'édition comme telle est très bien faite: je n'y ai presque pas vu de fautes de composition ou d'imprimerie.

Voilà pour les mérites, qui sont nombreux et qui l'emportent de loin sur les défauts. Je m'en voudrais cependant de ne pas citer quelques mises en perspectives et quelques carences. En premier lieu, ceci n'est pas un livre avançant de nouvelles thèses; il y a peu de nouveau là-dedans. Il s'agit d'un bilan gigantesque, où souvent l'auteur se contente de juxtaposer les points de vue en présence sans prendre parti pour l'un ou pour l'autre. Mais, en deuxième lieu, même ce bilan est à certains endroits incomplet. Ainsi par exemple au deuxième chapitre, le Canada est étudié uniquement comme pays d'accueil et non comme pays investisseur. Or la littérature sur les FMN canadiennes, sans être gigantesque, lui aurait permis d'écrire quelques pages sur la question¹. Ceci d'autant que l'ouvrage est publié au Canada et que ce pays est le sixième investisseur international sur le plan industriel et le troisième sur le plan bancaire.

Par ailleurs, Bonin passe sous silence l'utilisation de la force par les pays industriels avancés pour protéger les intérêts internationaux de leurs firmes nationales. Ainsi, le colonialisme et les dizaines d'interventions directes ou indirectes que tant d'historiens ont si

1. Entre autres citons I. LITVAK et C.J. MAULE. *The Canadian Multinationals*, Toronto, Butterworths, 1981; J. NIOSI. *Les Multinationales canadiennes*, Montréal, Boréal Express, 1982; K.C. DHAWAN et al.: *International Business, A Canadian Perspective*, Don Mills, Addison Wesley Publishers, 1981; P. NAGY. *The International Business of Canadian Banks*, Montréal, École des hautes études commerciales, 1983; ainsi que de nombreux articles par I. LITVAK, C.J. MAULE, G. GARNIER, J. NIOSI, et les études de cas sur des firmes particulières (entre autres par E. NEWFELD, J. SWIFT, J. DEVERALL et L. ROBERTS).

bien repérés n'ont pas de place dans le livre². En effet, où est passée l'intervention anglo-franco-israélienne contre l'Égypte suite à la nationalisation du Canal de Suez en 1956; ou le renversement par la CIA du gouvernement démocratique de Jacobo Arbenz au Guatemala en 1953 suite à la nationalisation de la United Fruit; ou les dizaines d'interventions militaires des États-Unis à Cuba, Nicaragua, Mexique, République Dominicaine, Haiti, etc ... au cours du XX^{ème} siècle pour défendre les intérêts américains? Il s'agit, ici aussi, de « rapport État-FMN », peu importants peut-être pour l'économie et la politique des pays « intervenants » du Nord, mais décisifs, bien souvent pour les pays « sous tutelle » du Sud. Un chapitre là-dessus n'aurait pas été de trop.

En résumé, il s'agit d'un livre de référence fort utile, dont les carences n'annulent aucunement les qualités. Il mérite une large diffusion et une lecture attentive.

Jorge Niosi

*Département de sociologie
Université du Québec à Montréal*

KINDLEBERGER, Charles P. *Multinational Excursions*. Cambridge (Mass.) The MIT Press, 1984, 287 p.

La parution d'un livre de Kindleberger est toujours un événement heureux. L'auteur a la singularité d'être à la fois théoricien et historien, esprit profond et curieux, fort averti des problèmes contemporains importants. Il est surtout connu comme expert en matière de relations économiques internationales. Personnalité fascinante, l'auteur a la plume facile et sa prose se lit avec agrément. Il fut l'un des tout premiers à s'attaquer à la question aussi complexe que chargée de préjugés simplistes des entreprises multinationales. Tout au long des années soixante-dix il participa activement aux débats partisans soulevés par cette question.

Alors que la controverse s'est essoufflée, que ses participants se sont retranchés sur des positions plus ou moins dogmatiques, que les problèmes réels se résolvent de façon pragmatique, alors que l'opinion publique est polarisée par de nouvelles questions, la parution du livre de Kindleberger peut paraître incongrue. La qualité de l'auteur est cependant telle que la lecture rétrospective des écrits circonstanciels sur la question, de la fin des années soixante au début des années quatre-vingt, repris dans l'anthologie que constitue ce livre, est des plus intéressantes. Alors que des thèses plus systématiques, plus schématiques, plus unilatérales ne pourraient qu'apparaître désuètes, les réflexions et commentaires de l'auteur ont gardé toute leur fraîcheur, en raison de leur multi-dimensionalité.

Résumer vingt chapitres décousus serait fastidieux sinon impossible, étant donné la richesse et la densité des considérations à la fois théoriques et concrètes, économiques et politiques soulevées par l'auteur. Le mérite de celui-ci réside précisément dans son érudition, sa sagesse, son sens des nuances, sa conscience de la multi-dimensionalité des problèmes. Son attitude générale en est une de mise en garde contre les jugements hâtifs, surtout ceux déduits de postulats marxistes. Bien qu'économiste libéral, il ne tombe pas dans le travers de la prescription dogmatique du laissez-faire. L'objet du débat se situe précisément aux frontières de l'économique et de la politique. Malgré toutes les irrationalités qui entachent généralement cette dernière aux yeux des économistes, l'auteur se penche avec beaucoup de patience et de tolérance sur les impératifs ou les aspirations politiques des parties en présence. Les problèmes réels ne peuvent être niés; ils concernent la fiscalité, les expropriations, les effets de monopolisation, les conséquences culturelles, l'application extra-territoriale des lois des pays dominants.

Bien que sceptique à l'égard de toute panacée institutionnelle, surtout supranationale, pour résoudre les problèmes inhérents à l'activité des entreprises multinationales dans des juridictions politiques souveraines, l'auteur suggère néanmoins la création d'une espèce de « GATT de l'investissement », c'est-à-

2. Voir à ce sujet le classique ouvrage de H.V. FAULKNER. *A American Economic History*, New-York, Harper & Row, 8^{ème} édition -chap. 26: « Economic Imperialism ».